



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-60200>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **25-60200**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Accord Cadre à bons de commande de maintenance, entretien et rénovation des appareils élévateurs dans les bâtiments départementaux

**Description** : Accord Cadre à bons de commande de maintenance, entretien et rénovation des appareils élévateurs dans les bâtiments départementaux

**Identifiant de la procédure** : d1be229d-2bdf-4a8a-b9cd-96ebca13ed93

**Identifiant interne** : 2025A0057

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : non

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 50750000 Services d'entretien d'ascenseurs

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

##### 2.1.3 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 3,200,000 Euro

#### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** Voies de recours : - Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ; - Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ; - soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'État du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.5 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 2**

**Conditions du marché :**

**Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 2**

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Faillite : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Corruption : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Concordat : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Participation à une organisation criminelle : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Fraude : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Insolvabilité : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Biens administrés par un liquidateur : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Motifs d'exclusion purement nationaux : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Coupable d'une faute professionnelle grave : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Paiement des cotisations de sécurité sociale : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

État de cessation d'activités : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Paiement d'impôts et taxes : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

## **Section 5 - Lot**

**5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002**

**Titre : Lot n°2: Zone HORS CADAM**

**Description :** Maintenance, entretien et rénovation des appareils élévateurs dans les bâtiments départementaux - zone hors CADAM

**Identifiant interne :** Lot 2

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 50750000 Services d'entretien d'ascenseurs

**Options :**

**Description des options :** Accord-cadre avec un montant minimum quadriennal de 50 000 € HT et un montant maximum quadriennal de 1 600 000 € HT , reconductible 3 fois par période d'1 an et par décision expresse.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 48 Mois

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 1,600,000 Euro

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 1,600,000 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Objectif du marché public stratégique :** Réduction des incidences sur l'environnement

**Description :** Se référer à la Charte Chantiers Verts

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale :** Autre

**Critères marchés publics écologiques :** Critères applicables aux marchés publics écologiques nationaux

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Niveau minimal de capacité financière

**Description :** Pour le Lot 2 : CA exigé annuel global sur les trois dernières années sup ou égal à 800 000 €HT

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Capacité technique et professionnelle sans minimum exigé

**5.1.10 Critères d'attribution**

**Critère :**

**Type :** Prix

**Nom :** Prix

**Description :** SC1: valeur financière de l'offre (45 points) SC2: rabais (15 points)

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 60

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** Valeur technique

**Description :** SC1: Moyens humains et techniques mis en œuvre pour exécuter les prestations dans le respect des délais (25 points) SC2: Demande d'intervention corrective (10 points)

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 35

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** Valeur environnementale

**Description :** La valeur environnementale

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 5

**5.1.11 Documents de marché**

**Adresse des documents de marché :** <https://marches-securises.fr/>

**5.1.12 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://marches-securises.fr/>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes :** Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 30/06/2025 à 15:30

**Date limite de validité de l'offre : 6 Mois**

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture : 01/07/2025 à 10:00**

**Informations complémentaires : Séance non publique**

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne : Requise**

**La commande en ligne sera utilisée : non**

**Le paiement en ligne sera utilisé : oui**

**Informations relatives aux délais de recours :** Voies de recours : - Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ; - Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L. 551-13 à 23 du même code) ; - soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'État du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique : non**

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation chargée des procédures de recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui reçoit les demandes de participation** : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

**Organisation qui traite les offres** : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Lot n°1: Zone CADAM

**Description** : Maintenance, entretien et rénovation des appareils élévateurs dans les bâtiments départementaux - zone CADAM

**Identifiant interne** : Lot 1

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )**: 50750000 Services d'entretien d'ascenseurs

**Options** :

**Description des options** : Accord-cadre avec un montant minimum quadriennal de 50 000 € HT et un montant maximum quadriennal de 1 600 000 € HT , reconductible 3 fois par période d'1 an et par décision expresse.

##### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** :

##### 5.1.3 Durée estimée

**Durée** : 48 Mois

##### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 1,600,000 Euro

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 1,600,000 Euro

##### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : oui

##### 5.1.7 Marché public stratégique

**Objectif du marché public stratégique** : Réduction des incidences sur l'environnement

**Description** : Se référer à la Charte Chantiers Verts

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale** : Autre

**Critères marchés publics écologiques** : Critères applicables aux marchés publics écologiques nationaux

### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Niveau minimal de capacité financière

**Description :** Pour le Lot 1 : CA exigé annuel global sur les trois dernières années sup ou égal à 800 000 €HT

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Capacité technique et professionnelle sans minimum exigé

### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Nom :** Le prix

**Description :** SC1: valeur financière de l'offre (45 points) SC2: rabais (15 points)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** La valeur technique

**Description :** SC1: Moyens humains et techniques mis en œuvre pour exécuter les prestations dans le respect des délais (25 points) SC2: Demande d'intervention corrective (10 points)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 35

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** La valeur environnementale

**Description :** La valeur environnementale

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 5

### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** <https://marches-securises.fr/>

### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requisite

**Adresse de présentation :** <https://marches-securises.fr/>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes** : Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 30/06/2025 à 15:30

**Date limite de validité de l'offre** : 6 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique** :

**Date d'ouverture** : 01/07/2025 à 10:00

**Informations complémentaires** : Séance non publique

**Conditions du marché** :

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés** :  
Non

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : non

**Le paiement en ligne sera utilisé** : oui

**Informations relatives aux délais de recours** : Voies de recours : - Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ; - Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L. 551-13 à 23 du même code) ; - soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'État du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre** :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique** :

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique** : non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation** : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation chargée des procédures de recours** : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché** : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché** : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours** :  
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui reçoit les demandes de participation** : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

**Organisation qui traite les offres** : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

**Numéro d'enregistrement** : 22020001900016

**Adresse postale** : Département des Alpes-Maritimes, Centre administratif départemental (CADAM)

**Ville** : Nice

**Code postal** : 06201

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : marches@departement06.fr

**Téléphone** : +33 497186000

**Adresse internet** : <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <https://www.marches-securises.fr>

**Profil de l'acheteur** : <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Numéro d'enregistrement** : 17060005000026

**Adresse postale** : 18 avenue des Fleurs CS 61039

**Ville** : NICE CEDEX 1

**Code postal** : 06050

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Point de contact** : Tribunal administratif de Nice

**Adresse électronique** : greffe.ta-nice@juradm.fr

**Téléphone** : +33 489978600

**Adresse internet** : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : f05db32a-5e2d-42fc-b5c5-62be9fcc8ec1 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 28/05/2025 à 09:20

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 28/05/2025